



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement
de la commune de Vals-des-Tilles (52)**

n°MRAe 2019DKGE175

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté ministériel de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié, portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est ;

Vu la décision du 26 mai 2016 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est donnant délégation à son président pour certaines décisions au cas par cas ;

Vu la décision du 31 janvier 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est relative à l'intérim de son président ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 24 mai 2019 et déposée par la commune de Vals-des-Tilles (52), relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de ladite commune ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) du 24 mai 2019 ;

Considérant :

- le projet de zonage d'assainissement de la commune de Vals-des-Tilles (52), composée de 5 villages : Chalmessin, Lamargelle-aux-Bois, Musseau, Villemoron et Villemervry ;
- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse qui fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, incluant la commune de Vals-des-Tilles ;
- l'absence de document d'urbanisme spécifique à la commune ;
- la présence, dans chaque village, d'une source captée, dont les périmètres de protection sont en cours de définition pour les villages de Chalmessin, Lamargelle-aux-Bois, Musseau et Villemoron, et dont les périmètres sont déjà définis (périmètre de protection immédiate, rapprochée et éloignée) pour le village de Villemervry ;
- l'existence sur le territoire communal de nombreux milieux sensibles : 1 site Natura 2000, 6 Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1, 1 ZNIEFF de type 2, 2 réserves naturelles ainsi que de nombreuses zones humides répertoriées par le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Tille ;
- la compétence de Service public d'assainissement non collectif (SPANC) exercée par la communauté de communes Auberive Vingeanne et Montsaugonnais, qui assure ainsi pour le compte de la commune le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;

Observant que :

- par délibération du 19 janvier 2017 du conseil municipal, la commune, qui compte 160 habitants en 2015 et dont la population se stabilise, a fait le choix d'un l'assainissement mixte : **non collectif sur les villages de Chalmessin, Lamargelles-aux-Bois, Musseau et Villemoron** (ainsi que sur les écarts de son territoire) et **collectif sur le village de Villemervry**, après une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse de deux scénarios (collectif et non collectif) ;
- dans les 4 premiers villages précités, la commune dispose actuellement d'un réseau d'assainissement de type pluvial collectant également les eaux usées, dont les rejets se font dans le milieu naturel ou dans les ruisseaux de la Tille de Villemoron ou de Villemervry ; ces ruisseaux se jettent dans la rivière de la Tille qui est jugée en bon état écologique et chimique ;
- une enquête réalisée en 2016 fait apparaître que seules 11 habitations sur 118 disposaient d'une filière complète de traitement ;
- une étude des sols a été réalisée qui a permis d'établir une carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif ; le présent projet préconise, selon les secteurs, l'épandage en tranchées ou l'utilisation de filtre à sable, drainé ou non drainé ou de filtre compact (micro-station agréée) ;
- dans le village de Villemervry, le réseau d'assainissement séparatif est relié à une unité de traitement dimensionnée pour 40 usagers qui ne fonctionne pas correctement ; le projet prévoit de remplacer ou réhabiliter les tronçons de réseau séparatif concernant les eaux usées et de conserver le réseau existant pour les eaux pluviales ;
- un nouvel ouvrage de traitement sera mis en place, de type micro-station agréé ou filtre compact, comportant également 20 mètres de fossé végétalisé ; cet ouvrage, localisé probablement sur la parcelle cadastrée 68, serait d'une capacité de 30 équivalents-habitants ;
- le projet de zonage d'assainissement actuel n'est pas situé dans un périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine ; les périmètres déjà définis et les futurs périmètres devront être respectés ;
- les milieux les plus sensibles du territoire sont situés en aval hydraulique du projet ;

Recommandant de :

- **réaliser des études pédologiques à la parcelle pour valider les dispositifs d'assainissement non collectif choisis pour les villages de Chalmessin, Lamargelles-aux-bois, Musseau, Villemoron et l'ensemble des écarts concernés ;**
- **s'assurer d'un dimensionnement suffisant de la micro-station pour les besoins du village de Villemervry ;**

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune de Vals-des-Tilles, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte des recommandations formulées**, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Vals-des-Tilles n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Vals-des-Tilles n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 12 juillet 2019

Le président de la Mission régionale
d'autorité environnementale,
par délégation et par intérim,

Jean-Philippe MORETAU

Voies et délais de recours

1) En application de l'article R122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :
Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale

MRAe Grand Est c/o MIGT
1 boulevard Solidarité
Metz Technopôle
57076 METZ cedex 3

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.